

Art. 5. De Minister van Financiën bepaalt het model van de aanvraag om attest bedoeld in artikel 3 alsook het model van het attest bedoeld artikel 4.

HOOFDSTUK III. — *Inwerkingtreding*

Art. 6. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 7. De Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 30 januari 2014.

De Minister-President,
R. DEMOTTE
De Minister van Begroting, Financiën, Tewerkstelling, Vorming en Sport,
A. ANTOINE

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2014/200905]

30 JANVIER 2014. — Arrêté du Gouvernement wallon portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, l'article 104, alinéa 2;

Sur la proposition de la Société wallonne du Logement du 25 novembre 2013;

Sur la proposition du Ministre du Logement,

Arrête :

Article 1^{er}. Le règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement, ci-après intégralement reproduit en annexe, est approuvé.

Art. 2. L'arrêté du Gouvernement wallon du 26 octobre 2006 portant approbation du règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement, est abrogé.

Namur, le 30 janvier 2014.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE
Le Ministre du Développement durable et de la Fonction publique,
J.-M. NOLLET

Règlement d'ordre intérieur du Conseil d'administration de la Société wallonne du Logement

CHAPITRE I^{er}. — *Composition du Conseil d'administration*

Article 1^{er}. Le Conseil d'administration désigne, en son sein, un président et un vice-président.

L'élection se fait au scrutin secret.

CHAPITRE II. — *Les réunions du Conseil d'administration*

Art. 2. Séance ordinaire

Le Conseil d'administration se réunit ordinairement, à raison d'une fois par mois, selon un calendrier préétabli et adopté par le Conseil d'administration au plus tard lors de sa séance du mois d'octobre pour les douze mois de l'année civile qui suit.

L'ordre du jour est établi par le président du Conseil d'administration, sur proposition de directeur général.

Les convocations des réunions sont signées par le président du Conseil d'administration ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de son vice-président ou, par ordre, par le directeur général. Elles contiennent l'ordre du jour de la séance. Chaque point de l'ordre du jour est étayé par un rapport ou une note d'information du directeur général présentant la matière et se terminant, s'il s'agit d'un rapport, par une proposition de décision. L'ensemble de ces documents est adressé au moins cinq jours calendrier avant la date de la séance, par courrier ordinaire, par fax ou par courrier électronique, tant aux membres effectifs qu'aux membres ayant voix consultative.

Les réunions se tiennent au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations.

Avec l'accord du président et sur proposition motivée du directeur général (dont l'urgence), des rapports ou notes d'information peuvent faire l'objet d'un envoi ultérieur distinct, voire être déposés sur table pour être délibérés ou communiqués.

Les commissaires du Gouvernement visés à l'article 25 des statuts de la Société peuvent, en outre, faire inscrire à l'ordre du jour du Conseil d'administration toute question en rapport avec l'accomplissement de leur mission.

En cas d'urgence, des points peuvent être ajoutés en début de séance moyennant l'accord d'au moins deux tiers des membres présents.

Le membre qui désire voir inscrire un point à l'ordre du jour d'une séance doit en faire la demande par écrit au président, au moins huit jours ouvrables avant la séance.

Art. 3. Séance extraordinaire

En outre, le Conseil d'administration se réunit, chaque fois que l'intérêt de la société l'exige, sur la convocation de son président ou, en cas d'empêchement de celui-ci, de son vice-président.

En toute hypothèse, il doit être réuni lorsque trois administrateurs au moins le demandent.

La convocation s'effectue au moins trois jours calendrier avant la date prévue pour la réunion, à l'exception des cas d'extrême urgence où ce délai peut être réduit. Lorsqu'elle est invoquée, les raisons de cette extrême urgence sont signalées dans la convocation.

Les convocations à une séance extraordinaire du Conseil d'administration sont valablement faites par courrier ordinaire, par fax ou par courrier électronique.

Les réunions se tiennent au siège social ou à l'endroit indiqué dans les convocations.

Art. 4. Les séances sont ouvertes, présidées, suspendues et closes par le président du Conseil et, en cas d'empêchement de celui-ci, par le vice-président ou, à défaut, par l'administrateur le plus âgé.

Le secrétariat des réunions est assuré par le directeur général assisté, pour l'exécution matérielle de cette tâche, par un greffier.

Les délibérations du Conseil d'administration sont consignées dans des procès-verbaux conservés au siège de la Société et que les membres du Conseil peuvent consulter, sans déplacement.

Les procès-verbaux, approuvés lors de la séance suivante, sont signés par le président et le directeur général ou par leurs remplaçants.

Les extraits des procès-verbaux sous seing privé, ainsi que toute copie desdits procès-verbaux, pouvant être produits notamment en justice ou ailleurs, sont valablement délivrés et signés par le directeur général ou toute personne jouissant des pouvoirs de gestion journalière.

Les membres du Conseil d'administration signent à chaque séance une liste de présence.

Art. 5. Les réunions peuvent être tenues au moyen de techniques de télécommunication permettant une délibération collective. Les administrateurs prenant part à la réunion du Conseil d'administration par conférence téléphonique ou vidéo-conférence sont considérés comme présents à la réunion.

Art. 6. Dans des cas exceptionnels, dûment justifiés par l'urgence et l'intérêt social, les décisions du Conseil d'administration peuvent être adoptées par consentement unanime de tous les administrateurs pour procéder au vote de manière électronique, les décisions étant quant à elles adoptées à la majorité simple.

Il ne pourra cependant pas être recouru à cette procédure pour l'arrêt des comptes annuels, l'utilisation du capital autorisé, les budgets et les ajustements budgétaires.

Art. 7. Le Conseil ne peut délibérer et statuer que si la majorité des membres est présente.

Les décisions sont prises à la majorité simple des voix des administrateurs présents. En cas de partage, la proposition est rejetée.

Les décisions prises dans le cadre de la carrière des agents le sont au scrutin secret. En cas de parité des voix ou si aucun candidat n'obtient la majorité des voix, il est procédé à un nouveau vote dit de ballottage entre les deux candidats ayant obtenu le plus de voix. Si la parité persiste ou si aucun candidat n'obtient la majorité des voix, le Conseil d'administration nomme le fonctionnaire dont l'ancienneté de service est la plus grande. A égalité d'ancienneté de service, le fonctionnaire le plus âgé est nommé.

Lorsque le Conseil décide de reporter l'examen d'un point figurant à l'ordre du jour, ce point doit obligatoirement être inscrit à l'ordre du jour de la séance qui suit immédiatement, sauf s'il requiert une instruction complémentaire.

Il est interdit à tout administrateur de la Société :

1° d'être présent aux délibérations relatives à des objets à propos desquels il a un intérêt direct ou auxquels ses parents ou alliés jusqu'au quatrième degré inclusivement ont un intérêt personnel et direct;

2° de prendre part, directement ou indirectement, à des marchés passés avec la Société.

Art. 8. Si, après convocation régulière, le Conseil ne s'est pas trouvé en nombre, il délibère valablement à la séance fixée par la seconde convocation, quel que soit le nombre d'administrateurs présents, sur les objets qui ont été portés deux fois de suite à l'ordre du jour.

La convocation à cette séance se fera dans le respect des dispositions prévues à l'article 4 du présent règlement.

CHAPITRE III. — *Organisation et fonctionnement*

Art. 9. Le Conseil d'administration peut créer en son sein des commissions. Un président est désigné au sein de chacune de celles-ci pour faire rapport au Conseil du résultat de ses travaux. Le président d'une Commission peut être suppléé par un vice-président également désigné par les membres de la Commission.

Art. 10. Le Conseil d'administration dispose des pouvoirs et pose les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social et des missions de la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour gérer et administrer la Société.

Art. 11. La rémunération allouée aux administrateurs est composée, par tiers, d'un émolument fixe, versé mensuellement, d'un jeton de présence et d'indemnités de séjour qui font l'objet d'un versement provisionnel mensuel calculé en fonction des participations aux réunions en tenant compte de onze réunions estimées pour l'année.

Art. 12. Le président du Comité d'audit qui ne serait pas membre du Conseil d'administration est invité permanent du Conseil avec voix consultative pour tous les points fixés à l'ordre du jour relevant de la compétence du Comité d'audit.

CHAPITRE IV. — *Délégations*

Art. 13. Conformément à l'article 21 des statuts de la S.W.L., le Conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer une partie de ses pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, ainsi qu'au directeur général.

Les décisions prises dans le cadre de ces délégations sont présentées à l'information du Conseil d'administration, à sa plus proche séance.

Ainsi arrêté par le Conseil d'administration de la S.W.L. en sa séance du 25 novembre 2013 et approuvé par le Gouvernement wallon en sa séance du 30 janvier 2014.

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2014/200905]

30. JANUAR 2014 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Verwaltungsrats der "Société wallonne du Logement" (Wallonische Wohnungsbaugesellschaft)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, Artikel 104, Absatz 2;

Auf Vorschlag der "Société wallonne du Logement" vom 25. November 2013;

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen,

Beschließt:

Artikel 1 - Die in der nachstehenden Anlage vollständig wiedergegebene allgemeine Dienstordnung des Verwaltungsrats der "Société wallonne du Logement" wird genehmigt.

Art. 2 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 26. Oktober 2006 zur Genehmigung der allgemeinen Dienstordnung des Verwaltungsrats der "Société wallonne du Logement" wird aufgehoben.

Namur, den 30. Januar 2014

Der Minister-Präsident

R. DEMOTTE

Der Minister für nachhaltige Entwicklung und den öffentlichen Dienst

J.-M. NOLLET

Allgemeine Dienstordnung des Verwaltungsrats der "Société wallonne du Logement"*KAPITEL I — Zusammensetzung des Verwaltungsrats*

Artikel 1 - Unter seinen Mitgliedern bestimmt der Verwaltungsrat einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden.

Sie werden in geheimer Abstimmung gewählt.

*KAPITEL II — Die Versammlungen des Verwaltungsrates***Art. 2 - Ordentliche Sitzung**

Der Verwaltungsrat hält einmal im Monat eine ordentliche Sitzung ab, nach einem Zeitplan, der vom Verwaltungsrat im Voraus festgesetzt und spätestens während seiner Sitzung des Monats Oktobers für die zwölf Monate des folgenden Kalenderjahrs angenommen wird.

Die Tagesordnung wird vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats auf Vorschlag des Generaldirektors festgelegt.

Die Einberufungen zu den Versammlungen werden vom Vorsitzenden des Verwaltungsrats oder, wenn Letzterer verhindert sein sollte, vom stellvertretenden Vorsitzenden, oder im Auftrag vom Generaldirektor unterzeichnet. Sie geben die Tagesordnung der Sitzung an. Jeder Punkt der Tagesordnung wird mit einem Bericht oder einer Information des Generaldirektors zur Darlegung der Angelegenheit bekräftigt; wenn es sich um einen Bericht handelt, wird diese Darlegung mit einem Beschlussvorschlag abgeschlossen. Die Gesamtheit dieser Unterlagen wird mindestens fünf Kalendertage vor dem Tag der Sitzung mit einfacher Post, per Fax oder E-Mail sowohl den Vollmitgliedern als den Mitgliedern mit beratender Stimme zugesandt.

Die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz statt oder an dem Ort, der auf den Einberufungsschreiben angegeben ist.

Mit der Zustimmung des Vorsitzenden und auf begründeten Vorschlag des Generaldirektors (wobei die Dringlichkeit als Grund gelten kann) können Berichte oder Informationsnotizen später getrennt gesandt werden, oder während der Sitzung selbst vorgelegt werden, um beraten oder übermittelt zu werden.

Außerdem können die in Art. 25 der Satzungen der Gesellschaft erwähnten Kommissare der Regierung jede Angelegenheit bezüglich der Ausführung ihrer Aufgabe auf die Tagesordnung des Verwaltungsrats bringen lassen.

In Dringlichkeitsfällen können am Anfang der Sitzung bestimmte Punkte hinzugefügt werden, unter der Voraussetzung, dass sich mindestens zwei Drittel der anwesenden Mitglieder damit einverstanden erklären.

Das Mitglied, das einen Punkt auf die Tagesordnung setzen möchte, muss dies mindestens acht Werktage vor der Sitzung schriftlich beim Vorsitzenden beantragen.

Art. 3 - Außerordentliche Sitzung

Der Verwaltungsrat tagt darüber hinaus jedes Mal, wenn das Interesse der Gesellschaft dies verlangt. Die Versammlungen werden durch den Vorsitzenden oder, wenn dieser verhindert sein sollte, durch den stellvertretenden Vorsitzenden einberufen.

Auf jeden Fall muss der Verwaltungsrat zusammentreten, wenn mindestens drei seiner Mitglieder es beantragen.

Die Einberufung erfolgt mindestens drei Kalendertage vor dem für die Versammlung vorgesehenen Datum, außer in Fällen äußerster Dringlichkeit, in denen diese Frist kürzer sein kann. Wenn die äußerste Dringlichkeit geltend gemacht wird, müssen die Gründe dafür in dem Einberufungsschreiben angegeben werden.

Die Einberufungen zu einer außerordentlichen Sitzung des Verwaltungsrats sind gültig, wenn sie mit einfacher Post, per Fax oder E-Mail zugesandt werden.

Die Versammlungen finden am Gesellschaftssitz statt oder an dem Ort, der auf den Einberufungsschreiben angegeben ist.

Art. 4 - Der Ratsvorsitzende führt den Vorsitz über die Sitzungen, eröffnet sie, hebt sie auf und schließt sie ab; wenn dieser verhindert sein sollte, wird er durch den stellvertretenden Vorsitzenden oder in dessen Abwesenheit durch den ältesten Verwalter ersetzt.

Das Sekretariat der Sitzungen wird vom Generaldirektor gewährleistet; für die materielle Durchführung dieser Aufgabe steht ihm ein Schriftführer zur Seite.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden schriftlich in Protokollen niedergelegt, die am Gesellschaftssitz aufbewahrt werden, und in welche die Ratsmitglieder vor Ort Einsicht haben können.

Die Protokolle, die in der nächsten Sitzung gebilligt werden, werden vom Vorsitzenden und Generaldirektor oder von ihren Vertretern unterzeichnet.

Die Auszüge von privatschriftlichen Protokollen, sowie Abschriften davon, die insbesondere vor Gericht oder anderswo vorgetragen werden können, werden auf rechtsgültige Weise vom Generaldirektor oder jeder Person, die über Befugnisse der täglichen Geschäftsführung verfügt, ausgestellt und unterzeichnet.

Die Mitglieder des Verwaltungsrats unterzeichnen in jeder Sitzung eine Anwesenheitsliste.

Art. 5 - Die Versammlungen können mittels Telekommunikationstechniken gehalten werden, die eine kollektive Beratung ermöglichen. Die Verwalter, die per Telefon- und Videokonferenz an der Sitzung des Verwaltungsrats teilnehmen, gelten als in der Sitzung anwesend.

Art. 6 - In außergewöhnlichen Fällen, die durch die Dringlichkeit und das soziale Interesse gebührend begründet sind, können die Beschlüsse des Verwaltungsrats mittels einer einstimmigen Zustimmung aller Verwalter zu einer elektronischen Stimmabgabe angenommen werden, wobei die Beschlüsse mit einfacher Stimmenmehrheit angenommen werden.

Für die Festlegung des Jahresabschlusses, die Ausnutzung des genehmigten Kapitals, die Haushaltspläne und Anpassungen der Haushaltspläne darf dieses Verfahren jedoch nicht verwendet werden.

Art. 7 - Der Rat kann nur tagen und Beschlüsse fassen, wenn die Mehrheit der Mitglieder anwesend ist.

Die Beschlüsse werden mit der einfachen Mehrheit der Stimmen der anwesenden Verwalter gefasst. Bei Stimmengleichheit wird der Vorschlag zurückgewiesen.

Beschlüsse, die im Rahmen der Laufbahn der Bediensteten gefasst werden, erfolgen in geheimer Abstimmung. Bei Stimmengleichheit oder wenn kein Kandidat die Mehrheit der Stimmen erhält, wird eine Stichwahl zwischen den beiden Kandidaten mit den meisten Stimmen durchgeführt. Wenn die Stimmengleichheit bleibt oder wenn kein Kandidat die Mehrheit der Stimmen erhält, ernennt der Verwaltungsrat den Beamten mit dem höchsten allgemeinen Dienstalter. Bei gleichem allgemeinem Dienstalter wird der älteste Beamte ernannt.

Beschließt der Rat, die Untersuchung eines auf der Tagesordnung stehenden Punkts zu vertagen, muss dieser Punkt unbedingt auf die Tagesordnung der unmittelbar folgenden Sitzung gesetzt werden, es sei denn, dieser Punkt benötigt eine ergänzende Untersuchung.

Jedem Verwalter der Gesellschaft ist es verboten:

1° bei Beratungen anwesend zu sein, die Angelegenheiten betreffen, an denen er ein direktes Interesse oder an denen seine Verwandten oder Verschwägerten bis zum vierten Grad einschließlich ein persönliches und direktes Interesse haben;

2° sich direkt oder indirekt an mit der Gesellschaft abgeschlossenen Geschäften zu beteiligen.

Art. 8 - Wenn nach einer ordnungsgemäßen Einberufung nicht genügend Ratsmitglieder anwesend sind, ist der Rat bei der nächsten Sitzung, die durch eine zweite Einberufung festgelegt wird, für die Punkte, die zweimal nacheinander auf die Tagesordnung gebracht worden sind, beschlussfähig, ungeachtet der Anzahl der anwesenden Mitglieder.

Die Einberufung zu dieser Sitzung erfolgt unter Einhaltung der in Artikel 4 vorliegender Ordnung vorgesehenen Bestimmungen.

KAPITEL III — *Organisation und Arbeitsweise*

Art. 9 - In seiner Mitte kann der Verwaltungsrat Ausschüsse einrichten. Innerhalb jedes Ausschusses wird ein Vorsitzender benannt, der dem Rat über das Ergebnis der Arbeiten dieses Ausschusses Bericht erstattet. Der Vorsitzende eines Ausschusses kann durch einen stellvertretenden Vorsitzenden, der ebenfalls durch die Mitglieder des Ausschusses benannt wird, vertreten werden.

Art. 10 - Der Verwaltungsrat verfügt über die Befugnisse und führt die Handlungen aus, die für die Umsetzung des Gesellschaftszwecks und der Aufgaben der Gesellschaft notwendig oder nützlich sind. Er verfügt über die umfangreichsten Befugnisse für die Führung und die Verwaltung der Gesellschaft.

Art. 11 - Die den Verwaltern gewährte Vergütung besteht zu je einem Drittel aus einer festen monatlich ausgezahlten Entlohnung, einer Anwesenheitsmarke und einer Entschädigung für Aufenthaltskosten; diese ist Gegenstand einer monatlichen Vorauszahlung, die auf der Grundlage der Teilnahme an den Versammlungen unter Annahme einer Anzahl von 11 Versammlungen pro Jahr berechnet wird.

Art. 12 - Der Vorsitzende des Auditausschusses, der nicht Mitglied des Verwaltungsrats sein würde, kann allen Ratssitzungen beiwohnen; er verfügt über eine beratende Stimme für alle auf die Tagesordnung gesetzten Punkte, die unter die Zuständigkeit des Auditausschusses fallen.

KAPITEL IV — *Vollmachten*

Art. 13 - In Übereinstimmung mit Art. 21 der Satzungen der "Société wallonne du Logement" kann der Verwaltungsrat unter seiner Verantwortung einem oder mehreren seiner Verwalter sowie dem Generaldirektor einen Teil seiner Befugnisse übertragen.

Die Beschlüsse, die im Rahmen dieser Vollmachten gefasst werden, werden dem Verwaltungsrat während seiner nächsten Sitzung zur Information mitgeteilt.

So durch den Verwaltungsrat der "Société wallonne du Logement" in seiner Sitzung vom 25. November 2013 beschlossen und durch die Wallonische Regierung in ihrer Sitzung vom 30. Januar 2014 genehmigt.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2014/200905]

30 JANUARI 2014. — Besluit van de Waalse Regering tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de Raad van Bestuur van de "Société wallonne du Logement" (Waalse Huisvestingsmaatschappij)

De Waalse Regering,

Gelet op het Waalse wetboek van huisvesting en duurzaam wonen, artikel 104, tweede lid;

Op de voordracht van de "Société wallonne du Logement" van 25 november 2013,

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting,

Besluit :

Artikel 1. Het huishoudelijk reglement van de Raad van Bestuur van de "Société wallonne du Logement", volledig weergegeven in onderstaande bijlage, wordt goedgekeurd.

Art. 2. Het besluit van de Waalse Regering van 26 oktober 2006 tot goedkeuring van het huishoudelijk reglement van de raad van bestuur van de "Société wallonne du Logement" wordt opgeheven.

Namen, 30 januari 2014.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Duurzame Ontwikkeling en Ambtenarenzaken,

J.-M. NOLLET

Huishoudelijk reglement van de Raad van Bestuur van de "Société wallonne du Logement"**HOOFDSTUK I. — Samenstelling van de Raad van Bestuur**

Artikel 1. De Raad van Bestuur wijst een voorzitter en een ondervoorzitter aan in zijn midden.

De verkiezing gebeurt bij geheime stemming.

HOOFDSTUK II. — Vergaderingen van de Raad van Bestuur

Art. 2. Gewone zitting

De Raad van Bestuur vergadert doorgaans één keer per maand volgens een kalender dat hij opmaakt en uiterlijk tijdens zijn zitting van de maand oktober aanneemt voor de twaalf maanden van het volgend burgerlijk jaar.

De agenda wordt door de voorzitter van de Raad van Bestuur vastgelegd op de voordracht van de directeur-generaal.

De oproepingen voor de vergaderingen worden ondertekend door de voorzitter van de Raad van Bestuur of, indien hij verhinderd is, in volgorde, door de ondervoorzitter of de directeur-generaal. Zij vermelden de agenda van de zitting. Elk agendapunt wordt gesteund door een verslag of een informatienota van de directeur-generaal waarin het onderwerp wordt voorgesteld en, als het om een verslag gaat, beëindigd met een voorstel tot beslissing. Het geheel van deze documenten wordt minstens vijf kalenderdagen vóór de datum van de zitting per gewone post, fax of e-mail verstuurd zowel naar de gewone leden als naar de leden met raadgevende stem.

De vergaderingen worden gehouden op de maatschappelijke zetel of op de plaats vermeld in de oproepingen.

Met de instemming van de voorzitter en op met redenen omkleed voorstel van de directeur-generaal (met name in geval van dringende noodzakelijkheid) kunnen verslagen of informatienota's later apart verzonden worden of zelfs voorgelegd worden om beraadslaagd of meegedeeld te worden

De Regeringscommissarissen bedoeld in artikel 25 van de statuten van de "Société" kunnen bovendien elk vraagstuk laten agenderen dat betrekking heeft op de uitoefening van hun opdracht bij de Raad van Bestuur.

Bij aanvang van de vergadering, kunnen, bij een meerderheid van minstens twee derde van de aanwezige leden, agendapunten worden toegevoegd die dringend moeten besproken worden.

Het lid dat een bepaald punt op de agenda wenst te laten plaatsen, dient dit minstens acht werkdagen vóór de zitting schriftelijk mee te delen aan de voorzitter.

Art. 3. Buitengewone zitting

Na bijeenroeping door zijn voorzitter of, bij diens verhindering, door de ondervoorzitter vergadert de Raad van Bestuur telkens als de belangen van de maatschappij het vereisen.

In ieder geval moet hij bijeenkomen als minstens drie bestuurders erom verzoeken.

De oproeping gebeurt minstens drie kalenderdagen voor de datum die voor de vergadering voorzien wordt, met uitzondering van de gevallen van dringende noodzakelijkheid waarvoor die termijn ingekort kan worden. Wanneer de dringende noodzakelijkheid ingeroepen wordt, worden de redenen daarvoor in de oproeping opgegeven.

De oproepingen voor een buitengewone zitting van de Raad van Bestuur zijn geldig als ze per gewone post, fax of e-mail gedaan worden.

De vergaderingen worden gehouden op de maatschappelijke zetel of op de plaats vermeld in de oproepingen.

Art. 4. De zittingen worden geopend, voorgezeten, geschorst en gesloten door de voorzitter van de Raad of, bij diens verhindering, door de ondervoorzitter of, bij gebrek, door de oudste bestuurder.

Het secretariaat van de vergaderingen wordt waargenomen door de directeur-generaal, die door een griffier wordt bijgestaan voor de materiële uitvoering van deze opdracht.

De beraadslagingen van de Raad van Bestuur worden opgenomen in notulen die op de zetel van de "Société" bewaard worden en door de leden van de Raad ter plaatse ingekeken mogen worden.

De notulen, die tijdens de volgende zitting worden goedgekeurd, worden door de voorzitter en de directeur-generaal of door hun plaatsvervangers ondertekend.

De uittreksels uit de onderhandse notulen, alsook elk afschrift van die notulen, die bij het gerecht of elders overgelegd kunnen worden, worden op geldige wijze afgeleverd en getekend door de directeur-generaal of door elke persoon die over bevoegdheden inzake dagelijks beheer beschikt.

Op elke zitting ondertekenen de leden van de Raad van Bestuur een presentielijst.

Art. 5. De vergaderingen kunnen gehouden worden d.m.v. telecommunicatietechnieken die een gemeenschappelijke beraadslaging mogelijk maken. De bestuurders die de vergadering van de Raad van Bestuur per telefonische conferentie of video-conferentie bijwonen, worden beschouwd als zijnde aanwezig op de vergadering.

Art. 6. In uitzonderlijke gevallen, behoorlijk gerechtvaardigd door de dringende noodzakelijkheid en het maatschappelijk belang, kunnen de beslissingen van de Raad van Bestuur bij unanieme goedkeuring van alle bestuurders aangenomen worden om tot de elektronische stemming over te gaan, waarbij de beslissingen bij gewone meerderheid aangenomen worden.

Die procedure mag echter niet toegepast worden voor de vastleggingen van de jaarrekeningen, het gebruik van het toegestaan kapitaal, de begrotingen en begrotingsaanpassingen.

Art. 7. De Raad kan slechts beraadslagen en beslissingen nemen als de meerderheid van zijn leden aanwezig is.

De beslissingen worden genomen bij gewone meerderheid van stemmen van de aanwezige bestuurders. Bij staking van stemmen wordt het voorstel verworpen.

De genomen beslissingen betreffende de loopbaan van de personeelsleden worden bij geheime stemming genomen. Bij staking van stemmen of als geen enkele kandidaat de meerderheid van de stemmen heeft gehaald, wordt herstemd over de twee kandidaten die de meeste stemmen hebben verkregen. Bij verdere staking van stemmen of indien geen enkele kandidaat de meerderheid van stemmen haalt, wordt de ambtenaar met de grootste dienstanciënniteit door de Raad van bestuur benoemd. Bij gelijke dienstanciënniteit wordt de oudste ambtenaar benoemd.

Als de Raad beslist de bespreking van een agendapunt te verdagen, moet dit punt op de agenda van de eerstvolgende vergadering geplaatst worden, tenzij een bijkomend onderzoek noodzakelijk is.

Het is elke bestuurder van de "Société" verboden :

1° aanwezig te zijn op beraadslagingen over aangelegenheden waarbij hijzelf een rechtstreeks belang heeft of waarbij zijn bloed- en aanverwanten tot en met de vierde graad een persoonlijk of rechtstreeks belang hebben;

2° rechtstreeks of onrechtstreeks deel te nemen aan opdrachten die met de "Société" zijn gegund.

Art. 8. Indien het quorum na regelmatige bijeenroeping niet bereikt is, beraadslaagt de Raad op geldige wijze op de zitting waarin de tweede oproeping voorziet, ongeacht het aantal aanwezige bestuurders, over de items die twee keer achtereenvolgend op de agenda zijn geplaatst.

De oproeping voor die zitting wordt gedaan met inachtneming van de bepalingen van artikel 4 van dit reglement.

HOOFDSTUK III. — *Organisatie en werking*

Art. 9. De Raad van bestuur kan commissies oprichten in zijn midden. In elke commissie wordt een voorzitter aangewezen die bij de Raad verslag uitbrengt over het resultaat van haar werkzaamheden. De voorzitter van een commissie kan vervangen worden door een ondervoorzitter, die ook door de leden van de commissie wordt aangewezen.

Art. 10. De Raad van Bestuur beschikt over de bevoegdheden en stelt alle handelingen die noodzakelijk of nuttig zijn voor de uitvoering van het maatschappelijk doel en de opdrachten van de "Société". Hij beschikt over de ruimste bevoegdheden om de "Société" te beheren en te besturen.

Art. 11. Er wordt aan de bestuurders een vergoeding verleend die, per derde, bestaat uit een vaste maandelijks bezoldiging, presentiegeld en verblijfsvergoedingen die maandelijks provisioneel worden gestort en berekend naar gelang van de deelname aan de vergaderingen, waarbij geschat wordt dat elf vergaderingen per jaar gehouden worden.

Art. 12. De voorzitter van het auditcomité die geen lid van de Raad van Bestuur zou zijn, is voor elk agendapunt dat onder de bevoegdheid van het auditcomité valt een vaste uitgenodigde van de Raad en heeft raadgevende stem.

HOOFDSTUK IV. — *Delegaties*

Art. 13. Overeenkomstig artikel 21 van de statuten van de "Société wallonne du Logement" kan de Raad van Bestuur onder eigen verantwoordelijkheid een deel van zijn bevoegdheden overdragen aan één of meer bestuurders, alsmede aan de directeur-generaal.

De beslissingen genomen in het kader van deze delegaties worden ter kennis gebracht van de Raad van Bestuur op zijn eerstvolgende vergadering.

Aldus vastgelegd door de Raad van Bestuur van de « S.W.L. » tijdens zijn zitting van 25 november 2013 en goedgekeurd door de Waalse Regering tijdens haar zitting van 30 januari 2014.